



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/566
21 juillet 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 21 JUILLET 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM
DE LA MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les déclarations du porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée et du porte-parole de la Mission de l'Armée populaire de Corée à Panmunjom publiées le 18 juillet 1997 au sujet du conflit armé qui a éclaté récemment sur la ligne de démarcation militaire dans la péninsule coréenne.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Chargé d'affaires par intérim

(Signé) KIM Chang Guk

ANNEXE I

Déclaration du porte-parole du Ministère des affaires
étrangères de la République populaire démocratique de
Corée, publiée le 18 juillet 1997

Les États-Unis d'Amérique cherchent querelle à la République populaire démocratique de Corée au sujet du conflit armé survenu le 16 juillet sur la ligne de démarcation militaire, dans le secteur central du front.

À peine l'incident s'était-il produit que la Maison Blanche, le Département d'État et le Ministère de la défense des États-Unis calomniaient la République populaire démocratique de Corée, l'accusant d'avoir provoqué les événements, et que le Sénat adoptait hâtivement un "projet de loi" exigeant une "réserve" au versement des fonds prévus pour les réacteurs à eau ordinaire.

On ne saurait ni comprendre ni pardonner une attitude aussi surprenante.

Comme on l'a déjà signalé, l'incident survenu récemment s'inscrit dans la lignée des manoeuvres provocatrices malavisées auxquelles se livre actuellement le chef de l'exécutif sud-coréen. Par cette diversion grossière, il cherchait une échappatoire à la crise politique la plus grave qu'il ait connue et à prolonger une vie condamnée.

Les États-Unis, leur maître, n'ignoraient certainement pas le sort de leur laquais.

Malgré cela, de concert avec les autorités sud-coréennes, ils n'en ont pas moins couvert les autorités nord-coréennes de boue, avant même que les forces américaines présentes sur le territoire sud-coréen n'aient achevé une "enquête commune". Cette attitude ne peut être mise sur le seul compte du manque de réflexion et de l'irresponsabilité.

Il faut que la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis engagent des négociations préliminaires avant les pourparlers quadripartites du 5 août.

Il va sans dire que, condamné à la ruine, le chef de l'exécutif sud-coréen risque d'être indifférent aux pourparlers quadripartites et au dialogue intercoréen.

Dans le même temps, les États-Unis calomnient le système nord-coréen, partenaire du dialogue, et s'évertuent à l'exaspérer, ce qui nous fait douter plus encore de l'esprit dans lequel ils abordent les pourparlers quadripartites et nous incite à la vigilance.

Nous surveillerons désormais leur attitude.

ANNEXE II

Déclaration du porte-parole de la Mission de l'Armée populaire
de Corée à Panmunjom, publiée le 18 juillet 1997

Comme on l'a signalé, l'armée fantoche de Corée du Sud a commis un grave acte de provocation militaire à notre rencontre dans la zone située près de la ligne de démarcation militaire en face de Chonam-ri (département de Phyonggang, province de Kangwon), le 16 juillet.

Ce jour-là, les soldats de notre armée populaire effectuaient une patrouille régulière le long d'un étroit chemin dans la zone se trouvant de notre côté de la zone démilitarisée.

À 10 h 50 environ, l'armée fantoche de Corée du Sud, suivant un scénario tout préparé, s'est soudain mise à tirer des obus et des balles après avoir maquillé la situation de telle façon qu'il semblait que c'étaient nos soldats qui avaient traversé la ligne centrale de démarcation militaire.

Dans le même temps, l'ennemi a tiré plusieurs milliers d'obus et de balles sur un poste se trouvant de notre côté, à l'aide de canons sans recul de 90 mm et de mitrailleuses de gros calibre (12,7 mm).

De ce fait, un grand nombre de nos soldats ont été grièvement blessés, et une partie du bâtiment de notre poste a été détruit.

Nos soldats de l'Armée populaire n'ont pas pu réprimer leur indignation devant la situation et ont très vite pris des mesures de légitime défense et ont fait pleuvoir leurs balles sur l'ennemi. En un rien de temps, plusieurs casemates et positions de mitrailleuses ennemies ont été détruites.

Grâce à la plus grande patience de notre part, le conflit armé entre les deux parties a péniblement pris fin à environ 11 h 50.

L'incident n'était pas plus tôt survenu que les fantoches sud-coréens ont lancé une campagne de calomnie, en faisant croire que c'était nous qui l'avions provoqué.

Ce qu'il est impossible de méconnaître, c'est que ce sont les États-Unis d'Amérique qui protègent et qui défendent les autorités sud-coréennes. Les États-Unis se trompent fort s'ils pensent pouvoir faire écran au provocateur en utilisant un subterfuge aussi transparent en notre époque civilisée, faire endosser la faute à quelqu'un d'autre et brouiller les cartes.

Nos soldats de l'Armée populaire, enflammés d'indignation, n'attendent que de pouvoir rendre à l'ennemi la monnaie de sa pièce. Ils sont prêts à rendre coup pour coup.

Les États-Unis et les fantoches sud-coréens n'auront pas longtemps à attendre avant de tirer une bonne leçon de cet incident. Si nos ennemis se livrent de nouveau à des actes de provocation à notre égard, nous riposterons

par un coup encore plus fort contre ces agresseurs, n'importe quand, n'importe où et qui qu'ils soient, et ils périront d'une mort déshonorante.

Les États-Unis ont leur part de responsabilité dans ce conflit armé. Un événement aussi dramatique que l'incident en question pourrait être évité si les États-Unis ne laissaient pas la garde de la zone démilitarisée entièrement aux mains des fantoches sud-coréens et n'insistaient pas pour mener une nouvelle guerre de provocation tout en passant outre notre proposition d'établir un accord intérimaire qui viendrait remplacer l'Accord d'armistice coréen, qui est dépassé, et d'engager des pourparlers entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée au niveau des officiers généraux.

Tant que l'ancien régime d'armistice est maintenu, comme il l'est actuellement, la paix et la sécurité ne peuvent être garanties d'aucune façon sur la péninsule coréenne.

Il faut que les États-Unis et les autorités sud-coréennes clarifient leur position en ce qui concerne la guerre et la paix.
